

## Intervention générale sur le Compte administratif – 27 juin 2007

Groupe Les Verts  
Hélène Lipietz

Monsieur le Président  
Madame la Vice-présidente,  
Chère/es collègues

Ce compte administratif est encore une fois particulièrement lisible ce dont il faut féliciter madame la vice présidente et les services administratifs.

Le seul reproche est l'absence de tableau retraçant l'extinction de la dette tel que nous en avons eu connaissance, dans le compte financier 2005.

2006 est la première année où les montants des investissements sont rejoints par les montants liés au fonctionnement. Il est évident que cette nouvelle donne, prévisible, n'a pas encore donné toute sa mesure.

Mais à terme, la région Ile de France rentrera dans la norme des collectivités territoriales avec comme premier poste de dépense les dépenses de fonctionnement, avec donc la nécessité de recettes correspondantes, c'est-à-dire des impôts en rapport puisque l'Etat n'a pas compensé à l'euro près les transferts.

A périmètre constant, l'augmentation des dépenses en fonctionnement est inférieure à 115M. Ce qui représente une augmentation de 8,7% des dépenses réelles de fonctionnement due principalement à l'effort fait en matière d'apprentissage et d'insertion.

Le Taux de réalisation des dépenses de fonctionnement, 89% seulement, est « plombé » par le poste « transports en commun »  
En effet les besoins ont été moindres pour la mise en place de la tarification sociale, ce qui a le mérite démontrer que cette mesure ciblée, complétée par la gratuité pour les RMIstes est un bon choix, social mais aussi budgétaire et peut nous permettre d'envisager la mise en place du vrai ticket H.

Reste à comprendre la moindre contribution au STIF, ce qui est plus inquiétant et qui mérite une réponse de la part de madame la vice présidente, à l'heure où les franciliens franciliennes sont exaspérés par le prix et les conditions de transport.

Reste aussi à comprendre pourquoi nous ne savons pas mieux évaluer les besoins de l'action sociale, de la recherche de l'action économique ou encore de l'environnement, aux taux de réalisation particulièrement bas? Est-ce lié à la surenchère de nos amendements, les services n'arrivant pas à mettre en place les actions nouvelles ou la méconnaissance par nos partenaires des subventions régionales possibles ?.

Les Dépenses d'investissement sont stables avec un excellent taux de réalisation, en progression à 95,5% . Il y a donc ici adéquation entre le prévu et le réalisé.

Mais l'année 2006 porte surtout la marque de l'augmentation des impôts que nous avons votée et que nous assumons avec plus d'un milliard de recettes d'imposition.

Ce prélèvement par habitant qui fait bondir la majorité présidentielle n'est pourtant en rien démesuré. **Il représente à peine un mois de carte orange 2 zones :55,92€** , légèrement inférieur à celui de l'Alsace qui était de 59,6€ en 2005, alors que la moyenne pour la métropole était de 64,8€ cette même année.

Qui plus est le potentiel fiscal de la région (88€/hab) est très supérieur à la moyenne nationale (65€/hab). Ceci aboutit à un coefficient de mobilisation du potentiel fiscal de 59% aussi faible que celui de Paris (seul département français à ne pas avoir de taxe professionnelle).

**Et heureusement que nous avons augmenté l'impôt en prévision de la décentralisation puisque l'Etat n'a pas tenu ses promesses de compensation en effet il manque 49,185 M€ dans les compensations de l'Etat ce qui correspond aux 5 points de fiscalité nécessaires pour offrir aux agents TOS les mêmes avantages que ceux que nous offrons actuellement aux agents du siège.**

Mais cette fiscalité a-t-elle été employée à bon escient ? Car comme je l'ai déjà dit, accroître l'impôt n'est pas une tare si l'impôt est bien utilisé. Or que constatons-nous ?

Les nouveaux emprunts réalisés avec 318,2 M€ sont moitié moindres que le montant autorisé au budget!

**C'est ainsi que la dette totale représente 192,5 €/habitant à comparer avec l'Alsace 223€/habitant et ne parlons pas de la dette de l'Etat de 18 000 € par habitant, vente de France télécom ou non**

Mais me dira monsieur le président, grâce à cette excellente gestion, nous avons depuis plus de 10 ans les trois A...

Mais Paris, aussi, a cette médaille... Pourtant la dette par habitant y est 3,5 fois plus forte 720€/habitant avec un taux d'autofinancement beaucoup plus faible.

Alors faute d'emprunter, par peur de déchoir aux yeux des financiers, la région a continué à se désendetter grâce à l'augmentation des impôts, grâce au matelas fiscal dénoncé par la droite l'an passée.

Et c'est ainsi que la capacité de désendettement passe à 2 ans, alors qu'elle était de 3 ans en 1998.

Faut-il le rappeler : la marge d'autofinancement de 525 M d'euros permet de mesurer la capacité d'emprunt et l'emprunt sert à financer les investissements. C'est pourquoi notre capacité d'emprunt, dans le cadre des trois A, est sous utilisée, même si on prend en compte la montée en puissance de l'intégration des TOS.

Si on décidait de revenir au ratio de 1998, où l'encours de la dette représentait 140% des recettes permanentes contre 70% aujourd'hui, nous pourrions doubler notre dette, sans risque pour nos trois A.

Par exemple en lançant un emprunt de 500 M d'euros pour rénover le matériel roulant cause d'un retard sur deux ou le financement de la construction de logements, si nécessaire en Ile de France. Un simple emprunt de 10 M permettrait d'adapter en une seule année les 12 Bases de loisirs à des normes les plus contraignantes de la planète.

Le choix d'améliorer la capacité de désendettement s'est donc fait au détriment de l'investissement. La logique de bon père de famille a donc prévalu sur celle de l'entrepreneur.

Or nous sommes les entrepreneurs de la région du XXI siècle : nous devons investir aujourd'hui pour que l'Ile de France de demain soit toujours à la hauteur de sa renommée, en concurrence permanente avec Londres pour la première place internationale, comme le prouve les bonnes rentrées de la taxe sur les bureaux.

Nos ancêtres ont su investir pour doter Paris d'un métro digne de ce

nom, avons-nous la volonté d'être leurs dignes descendants, avons-nous la volonté que le matelas fiscal ne se transforme pas en édredon qui étoufferait de grands projets d'investissement ?

Les Verts seront particulièrement attentifs à ce que les orientations budgétaires et plus encore le budget usent à plein de cette capacité d'emprunt, garantie par des recettes fiscales conséquentes pour combler les attentes de mieux vivre des franciliennes et des franciliens.